

Département des Bouches-du-Rhône

Préfecture des Bouches-du-Rhône

ENQUÊTE PUBLIQUE

**Plan de Prévention des Risques Miniers
et Révision du PPR Carrière souterraine de pierre à ciment
sur la commune de PEYPIN**

**Enquête publique
du 16 novembre 2021 au 16 décembre 2021**

Conclusions motivées

Rédigées le 13 janvier 2022

Tribunal Administratif de Marseille

Décision du 23 septembre 2021

Dossier n° : **E21000105 / 13**

Commissaire enquêteur :

DUMARTIN Bernard

Plan de Prévention des Risques Miniers et Révision du PPR Carrière souterraine de pierre à ciment sur la commune de PEYPIN

Conclusions Motivées

Table des matières

A – Introduction	2
B -Déroulement de l'enquête publique – Publicité – Statistiques	2
1 - Composition du dossier soumis à l'enquête publique et mis à disposition du public	2
2 - Mise à disposition du dossier d'enquête – Permanence du Commissaire Enquêteur	3
3 - Publicité – Information du public	3
4 – Contributions déposées – Statistiques	4
C - Acceptabilité socio-économique et environnementale	4
D - Synthèse des contributions	4
E - Procès-verbal de synthèse	5
F – Avis du Commissaire Enquêteur sur les avis des POA	5
G – Analyse du projet et avis personnel du Commissaire Enquêteur	6
1 - Etablissement du PPRM	
2 - Publicité	
3 - Dossier soumis à l'enquête	
4 - Observations du Commissaire Enquêteur	
H – Avis du Commissaire Enquêteur sur les contributions du public	8
I – Procès verbal de synthèse	8
J – Réponses de la DDTM13	9
K - Conclusions du Commissaire Enquêteur	11
L – Avis du Commissaire Enquêteur	11

A - Introduction

L'exploitation minière du lignite ou de pierre à ciment a laissé d'importants vides résiduels dont la tenue ou la stabilité dépend de leurs caractéristiques (nature du recouvrement (nature des roches, failles), ancienneté, dimension, volume et profondeur des travaux...), des méthodes d'exploitation alors utilisées, de la remontée et des variations du niveau de la nappe phréatique (ennoyage, battements)

Ces vides résiduels d'origine anthropique peuvent provoquer des mouvements de terrain voire des désordres en surface (une manifestation naturelle) pouvant affecter la sécurité des personnes et l'intégrité des biens.

En date du **07 octobre 2019**, Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté
« Prescrivant l'établissement d'un plan de Prévention des Risques Miniers et révision du PPR carrière souterraine de pierre à ciment sur la commune de PEYPIN » (Annexe 1)

Le PPR carrière souterraine pierre à ciment a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 septembre 2000.

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté le **26 octobre 2021** *« portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (lignites) et de révision du plan de Prévision des Risques carrière souterraine (pierre et ciment) sur le territoire de la commune de PEYPIN. »* (Annexe 3)

L'avis d'enquête publique a été délivré le 27 octobre 2021 (Annexe 4) et diffusé conformément aux obligations légales .

B - Régularité de l'enquête - Déroulement de l'enquête publique – Publicité - Statistiques

1 - Composition du dossier soumis à l'enquête publique et mis à disposition du public

Le dossier du PPRM comprend les pièces suivantes :

Pièce 1 : Rapport de présentation

Pièce 2 : Plan de zonage réglementaire. Echelle: 1/ 2500^{ème} (3 planches)

Pièce 3 : Règlement

Pièce 4 : Annexes

4-1.a - Cartes des aléas miniers au 1/5000^e

4-1.b - Carte des aléas Carrières souterraines Planche 1 au 1/2500^e

4-1.b - Carte des aléas Carrières souterraines Planche 2 au 1/2500^e

4-2. - Carte des enjeux

4-3 - Carte des mises en pente (Aléa affaissement) Planche générale 1/10000^e

Autres Annexes

Note de présentation

Décision de l'autorité environnementale après examen au cas par cas.

Bilan de la concertation publique

Bilan de la consultation des POA

Rapport GEODERIS 2016

Rapport GEODERIS 2020

Etude INERIS 2020. Mise à jour des documents PPRN Pierre à ciment

INERIS carte de synthèse 2020

2 - Mise à disposition du dossier d'enquête -Permanence du Commissaire Enquêteur

L'enquête publique s'est tenue du **mardi 16 novembre 2021 au jeudi 16 décembre 2021 inclus, soit une durée de 31 jours.**

Il a été tenu CINQ permanences à la mairie de Peypin les :

mardi	16 novembre 2021	de 14h00 à 17h00
mercredi	24 novembre 2021	de 9h00 à 12h00
jeudi	2 décembre 2021	de 14h00 à 17h00
mercredi	8 décembre 2021	de 9h00 à 12h00
jeudi	16 décembre 2021	de 14h30 à 17h30

Le dossier d'enquête sur support papier, accompagné d'un registre d'enquête étaient tenus à la disposition du public à la mairie de Peypin, pendant les jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30. Il pouvait consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier d'enquête publique était par ailleurs consultable, sous forme dématérialisée, pendant toute la durée de l'enquête, à l'adresse internet suivante:<https://www.registredemat.fr/pprmc-peypin> et accessible depuis le lien disponible sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Peypin>.

Le dossier d'enquête pouvait également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau N°421 — Contact préalable au 04 84 35 42 46 ou 42 47).

L'enquête publique a été clôturée le jeudi 16 décembre 2021 à 17 h 30.

Le Commissaire Enquêteur a récupéré le registre papier ouvert à la mairie de Peypin ainsi que le dossier de consultation.

3 - Publicité – Information du public

L'avis d'enquête publique a été publié dans la presse, La Provence et La Marseillaise le 29 octobre 2021 ainsi que le 17 novembre 2021 (Annexe 5, 6, 7, 8).

L'avis d'enquête publique a également été affiché en Préfecture (Annexe 15) et en mairie de Peypin (Annexe 16).

Par ailleurs les informations étaient disponibles sur le site de la Mairie de Peypin (Annexe 9).

Pour mémoire, la phase active de la concertation s'est déroulée du 27 novembre 2019 au 27 janvier 2020 en commençant par la tenue d'une réunion publique au centre socio-culturel de la commune de Peypin le 27 novembre 2019.

Malgré les différents canaux de communication, la participation de la population à la réunion publique a été assez modeste.

Une réponse est apportée par courrier (postal ou électronique) par la DDTM13 à chacune des observations formulées durant la phase de concertation.

4 – Contributions déposées - Statistiques

Registre papier

Type de visite	Nombre	
Visiteurs	6	
Contributions	6	

Registre dématérialisé (Annexe 14)

Type de visite	Nombre	
Visiteurs	82	
Contributions		
Téléchargement	5	
Visionnage	16	
Observations	1	Essai de fonctionnement du CE

Boîte mail

Vinci	1	Demande de précision dans la rédaction du § II-3-b
-------	---	--

Sur l'ensemble de l'enquête publique il y a eu NEUF contributions déposées.

Registre numérique	0
Email	1
Courrier	2
Registre papier	6

On notera que toutes les contributions et courriers ont été déposés lors des permanences du Commissaire Enquêteur.

C - Acceptabilité socio-économique et environnementale

L'autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur l'élaboration du PPRM de Peypin, a décidé qu'il n'est pas soumis à « évaluation environnementale ».

Le PPRM ne prévoit ni de démolition de construction ni d'obligation de réparation.

Les réparations, extensions, et créations dans certains cas sont soumises à des spécifications techniques.

Les constructions sont réglementées en fonction des zones d'aléas.

D - Synthèse des contributions

La liste des contributeurs se trouve en annexe n° 17.

Pour les NEUF contributions reçues, elles ont été regroupées en QUATRE thèmes.

✓ Demande de précision sur le règlement	1
✓ Demande de modification de zone	4
✓ Situation des parcelles par rapport au PPRM	2

Chaque observation a reçu un avis du Commissaire Enquêteur, éventuellement après consultation de la DDTM.

E - Procès-verbal de synthèse

Le procès verbal de synthèse porte sur les points suivants.

✓ *Référence aux articles 94 et 95 du code minier.*

La DDTM nous a apporté des précisions concernant la nouvelle numérotation du code minier (Annexe 18).

✓ *Vulnérabilité*

A mon sens il y a contradiction entre :

les **interdictions** § II-1-a Changement de destination allant dans le sens de l'augmentation de vulnérabilité

et le § II-1-b ou sont **autorisés** les modifications des constructions existantes « les changements de destination **avec augmentation de la vulnérabilité**.

✓ *Niveau d'endommagement*

A la lecture du tableau ci-dessus on constate que le niveau d'endommagement pour les aléas tassement et glissement tant en zone Marron que Bleu est très élevé (N1).

Est il vraiment possible d'obtenir ce résultat ? Il pourrait en découler un problème avec les assurances si les dégâts s'avéraient supérieur au niveau N1.

Je préconiserai de rester sur un niveau N3.

✓ *VINCI*

Modification du § II-3-b pour prévoir l'extension et la création de bâtiments commerciaux. Déjà prévu dans le règlement

✓ *Mairie et tiers*

Demande d'extension de la zone BLEU sur la zone MARRON dans le prolongement des constructions existantes dans la mesure où l'aléa est le même, pour éviter des enclaves et avoir une cohérence dans la limite « urbanisé - non urbanisé ».

F - Avis du Commissaire Enquêteur sur les recommandations et réserves formulées par les POA

Le Conseil Départemental

Il constate qu'il pourra continuer à entretenir et exploiter les routes existantes et qu'il pourra en réaliser de nouvelles en respectant les prescriptions prévues au PPRM.

Le Conseil Départemental n'a pas émis d'avis explicite favorable ou défavorable, l'avis est donc réputé favorable.

Avis du Commissaire Enquêteur

Eu égard à la conclusion du Conseil Départemental il n'y a pas de recommandations ou de réserves particulières à formuler.

La chambre d'agriculture

Elle émet un avis réservé et demande que :

- En zone ROUGE l'édification des serres ou de tunnels agricoles ne soit pas soumis aux prescriptions prévues au règlement.

- En zone MARRON,BLEUE, VERTE les constructions et extensions ne soient pas soumises aux prescriptions prévues au règlement.
- Dans les zones d'aléas échauffement l'interdiction d'écobuage et une contrainte forte pour les pratiques sylvopastorales.

Avis du Commissaire Enquêteur

Après avoir interrogé la DDTM, il ressort pour les deux premiers points que le règlement n'impose pas de prescriptions particulières. La rédaction du règlement sera reprise pour mieux identifier les travaux soumis ou non à prescriptions particulières.

La DDTM ne m'a pas répondu sur l'écobuage. Toutefois compte tenu des risques d'incendie dans la région, un départ de feux sur une zone aléa échauffement risquerait de devenir rapidement non métrisable.

Toutes les autres POA n'ont pas répondues. Leur avis est donc réputé favorable

G - Analyse du Commissaire Enquêteur

I. Sur l'établissement du dossier du PPRM de Peypin

Le dossier respecte les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2019 pour l'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et révision du PPR carrière souterraine de pierre à ciment sur la commune de Peypin.

II. Publicité (§B-I-b)

La publicité réglementaire a été faite dans les journaux La Provence et La Marseillaise, ainsi que sur le site de la Préfecture.

L'information a été également reprise par affichage en Préfecture et en Mairie.

Par ailleurs, l'information était reprise sur le site internet de la Mairie.

La « concertation préalable » a eu lieu récemment de novembre 2019 à janvier 2020 avec une réunion publique.

Le Commissaire Enquêteur estime que l'information faite pour l'enquête publique était satisfaisante.

III. Sur le dossier soumis à l'enquête publique

Le dossier dont le contenu est détaillé au § B-1-c, est complet.

Il contient l'ensemble des informations permettant d'une part de comprendre la méthodologie d'élaboration (Dossier « Autres Annexes ») et d'autre part les documents « réglementaires » qui permettront au public et aux services de l'urbanisme d'appliquer le PPRM au quotidien.

De même le règlement rappelle à la commune son obligation d'information et de prévention de la population.

IV. Observations du Commissaire Enquêteur

a) Sur les conséquences du PPRM

Le PPRM ne prévoit ni de démolition de construction ni d'obligation de réparation.

Les réparations, extensions, et créations dans certains cas sont soumises à des spécifications techniques.

En fonction des zones d'aléas les constructions sont réglementées.

b) Généralités

Le dossier présenté est très complet et facilement compréhensible.

En effet le rapport de présentation expose clairement la démarche tout en expliquant les risques encourus.

Le règlement mériterait un peu plus de clarté concernant les spécifications liées à certains

types de travaux en fonctions des aléas. Le renvoi par les *** n'est pas évident à lire.

c) *Sur le règlement*

Vulnérabilité

A mon sens il y a contradiction entre :

les **interdictions** § II-1-a Changement de destination allant dans le sens de l'augmentation de vulnérabilité

et le § II-1-b ou sont **autorisés** les modifications des constructions existantes « les changements de destination **avec augmentation de la vulnérabilité**.

Voir analyse du Commissaire Enquêteur après réunion avec la DDTM (§ J page 9)

Niveau d'endommagement

Dans le règlement le § I-3-g définit le niveau d'endommagement selon l'échelle du National Coal Board.

Niveau 1 : dommages négligeables ou très légers

Niveau 2 : dommages légers

Niveau 3 : dommages appréciables

Niveau 4 : dommages subis de niveau sévère

Niveau 5 : dommages très sévères, représentant l'effondrement partiel ou total quasi certain

Dans la réglementation des projets, dans le § des spécifications pour les constructions autorisées, nous trouvons par couleur de zone et de type d'aléas un niveau d'endommagement à ne pas dépasser.

A l'exception des aléas tassement et glissement est très élevé qui sont classés en N1, tous les autres cas sont classé en N3.

Est il vraiment possible d'obtenir le résultat N1? Il pourrait en découler un problème avec les assurances si les dégâts s'avéraient supérieur au niveau N1.

Le Commissaire Enquêteur préconise d'avoir une uniformisation sur le niveau N3.

d) *Sur le plan de zonage réglementaire*

A l'origine, le plan de zonage est établi sur la notion de zone dite « urbanisée » ou « non urbanisée ».

Cette distinction n'a aucun impact pour les zones classées en VIOLET, ROUGE, VERT.

Par contre pour les classements BLEU et MARRON, pour les mêmes aléas en zone urbanisée il y a des possibilités de construire alors qu'en zone dite « non urbanisée » il n'y a pas de possibilité, sauf pour les bâtiments agricoles.

Les cartes détaillées pour chacun des aléas ainsi que celle des mise en pente, permettent de mieux interpréter le plan de zonage réglementaire.

Sachant que certaines parties des zones MARRON jouxtent les zones urbanisées, cette classification obèrent le développement de la commune. Dans le prolongement des zones urbanisées BLEU, il pourrait y avoir une transformation de la zone MARRON en BLEU pour éviter des enclaves et assurer un développement harmonieux des quartiers.

Avis du Commissaire Enquêteur

Il serait intéressant que lors de la définition des zones « non urbanisées » soit pris en compte les souhaits de la commune en terme de développement futur ainsi que pour éviter des enclaves et assurer un développement harmonieux des quartiers.

Il va de soit que les extensions en zone VIOLET ou ROUGE sont exclues.

H - Avis du Commissaire Enquêteur sur les contributions du public

Demande de Vinci

Vinci demande que soit apporté la précision de la possibilité de construction de nouveaux bâtiments commerciaux.

Avis du Commissaire Enquêteur

Le Commissaire Enquêteur a conclu que cette possibilité est déjà prévue dans le règlement.

Après échange avec la DDTM il est prévue d'apporter la précision demandée.

Demande de renseignement sur des parcelles

[REDACTED] : Plan de gestion forestière

Réponse du Commissaire Enquêteur

Prévu dans le règlement au § I-2-a

Modification de zonage de MARRON en BLEU (cf : E – 3 - d)

[REDACTED] :

Les parcelles concernées ([REDACTED]) sont situées secteur « Puits Armand » :

- ✓ jouxtent la zone BLEU urbanisée
- ✓ sont dans la continuité du bâti existant
- ✓ les risques identifiés en zone MARRON et BLEU sont les mêmes.
- ✓ Sont concernées majoritairement par l'aléa affaissement faible et en bout de parcelle par l'aléa glissement faible et aléa tassement faible.
- ✓ Initialement il s'agit de propriétés familiales qui ont fait l'objet de détachement de parcelle en vue d'organiser les successions.

Mairie

Les parcelles concernées ([REDACTED]) sont situées au Nord des terrains de sport:

- ✓ jouxtent la zone BLEU urbanisée
- ✓ sont dans la continuité du bâti existant
- ✓ les risques identifiés en zone MARRON et BLEU sont les mêmes.
- ✓ Sont concernées uniquement par l'aléa affaissement faible.
- ✓ Il faudrait que dans le type de constructions autorisées soit clairement précisé dans la rubrique « établissements sensibles » les groupes scolaires.
- ✓ Dans le PLUi en cours d'élaboration l'ensemble du secteur est classé en zone Uqp, zone principalement dédiée au développement et au fonctionnement d'équipement de proximité.

Avis du Commissaire Enquêteur

Le Commissaire Enquêteur préconise, sous réserves de l'accord de la commune, (PLUi en cours d'élaboration) dans un souci de cohérence et pour éviter des enclaves et assurer un développement harmonieux des quartiers. de répondre favorablement à ces demandes.

I - Procès-verbal de synthèse

Le procès verbal de synthèse porte sur les points suivants (Annexe 18).

- ✓ *Référence aux articles 94 et 95 du code minier.*
La DDTM nous a apporté des précisions concernant la nouvelle numérotation du code

minier.

✓ **Vulnérabilité**

A mon sens il y a contradiction entre :

les **interdictions** § II-1-a Changement de destination allant dans le sens de l'augmentation de vulnérabilité

et le § II-1-b ou sont **autorisés** les modifications des constructions existantes « les changements de destination **avec augmentation de la vulnérabilité** »

✓ **Niveau d'endommagement**

A la lecture du tableau ci-dessus on constate que le niveau d'endommagement pour les aléas tassement et glissement tant en zone Marron que Bleu est très élevé (N1).

Est-il vraiment possible d'obtenir ce résultat ? Il pourrait en découler un problème avec les assurances si les dégâts s'avéraient supérieur au niveau N1.

Le Commissaire Enquêteur préconisera de rester sur un niveau N3.

✓ **VINCI**

Modification du § II-3-b pour prévoir l'extension et la création de bâtiments commerciaux.

Déjà prévu dans le règlement

✓ **Mairie et tiers**

Demande d'extension de la zone BLEU sur la zone MARRON dans le prolongement des constructions existantes dans la mesure où l'aléa est le même.

J – Réponses de la DDTM 13

J'ai eu le vendredi 07 janvier 2022 une réunion avec la DDTM13 en présence de C. Gastaud, S. Torrens, S. Terramorsi pour obtenir des précisions sur le PPRM suite à mon procès-verbal de synthèse.

✓ **Référence aux articles 94 et 95 du code minier.**

La DDTM nous a apporté des précisions concernant la nouvelle numérotation du code minier. (Mail du 8 novembre 2021)

DDTM13

L'ordonnance n°2011-91 du 20 janvier 2011 a abrogé les articles 94 et 95 du Code minier et a créé les articles suivants (qui reprennent les articles 94 et 95) dans le Code minier (nouveau) --> re-codification : Article L174-5, Article L174-6, Article L174-7, Article L174-8,

Article L174-9, Article L174-10, Article L174-11

✓ **Vulnérabilité**

A mon sens il y a contradiction entre :

les **interdictions** § II-1-a Changement de destination allant dans le sens de l'augmentation de vulnérabilité

et le § II-1-b ou sont **autorisés** les modifications des constructions existantes « les changements de destination **avec augmentation de la vulnérabilité** »

DDTM13

Le § II-1-b « Autorisations » précise que « ces modifications ne doivent pas conduire à une augmentation cumulée de plus de 20 m² de surface de plancher et d'emprise au sol » La DDTM13 envisage une présentation plus claire.

✓ **Niveau d'endommagement**

A la lecture du tableau ci-dessus on constate que le niveau d'endommagement pour les

aléas tassement et glissement tant en zone Marron que Bleu est très élevé (N1).
Est il vraiment possible d'obtenir ce résultat ? Il pourrait en découler un problème avec les assurances si les dégâts s'avéraient supérieur au niveau N1.
Je préconiserai de rester sur un niveau N3.

DDTM13

La DDTM13 est favorable a une uniformisation du niveau d'endommagement en N3

✓ VINCI

Modification du § II-3-b pour prévoir l'extension et la création de bâtiments commerciaux.
Déjà prévu dans le règlement

DDTM13

La DDTM13, bien que déjà prévue dans le règlement est favorable pour préciser la notion d'aire de service.

Pour information définition d'une aire de service :

*Les aires de service proposent un panel de services variés : **station-essence** avec pompes et bornes de recharge électrique, **station de gonflage**, boutiques avec produits régionaux ou supérette, **restauration à table ou à emporter**, hôtels, parcours détente, **tables de pique-nique**, jeux pour enfants et agrès, espaces canins, distributeur automatique de billet, vidange camping-cars, parking sécurisé et de covoiturage, espace presse et tabac, wifi gratuit, aménagements PMR, douche, centre d'affaires, toilettes, vente de pain...*

Par ailleurs la définition ne doit pas être trop limitative pour permettre les évolutions dans le temps de cette notion.

✓ Mairie et tiers

Demande d'extension de la zone BLEU sur la zone MARRON en vue d'obtenir une cohérence dans le zonage pour éviter des enclaves et permettre un développement harmonieux de la commune, dans la mesure où l'aléa est le même entre la zone BLEU et MARRON

La DDTM13 va examiner cette problématique pour éviter des enclaves et assurer un développement harmonieux des quartiers.

K - Avis du Commissaire Enquêteur

I. Recommandations

a) Rédaction du règlement sur les Prescriptions

Le Commissaire Enquêteur préconise de séparer la liste des travaux autorisés «sans prescription», des travaux autorisés « soumis à prescription».

b) Vulnérabilité

Le Commissaire Enquêteur ne voit pas l'utilité d'autoriser un changement de destination avec augmentation de la vulnérabilité même pour une surface inférieure à 20m². Cette augmentation porte t elle uniquement sur l'augmentation de surface ou sur l'ensemble du bâti ?

Le Commissaire Enquêteur préconise de supprimer cette possibilité même dans le cas où les extensions ou créations sont inférieures à 20 m².

c) Niveau d'endommagement

Envisager une uniformisation au niveau N3

d) Rédaction du règlement sur la limites zone BLEU zone MARRON

Le Commissaire Enquêteur préconise, en accord avec la Mairie, l'extension de la zone BLEU sur la zone MARRON en vue d'obtenir une cohérence dans le zonage pour éviter des enclaves et permettre un développement harmonieux de la commune, dans la mesure où l'aléa est le même

entre la zone BLEU et MARRON

e) *Rédaction du règlement sur les constructions autorisées sur les aires de services.*

Bien que le règlement le prévoit, pour lever toutes ambiguïtés, le Commissaire Enquêteur préconise de préciser la notion d'aire de services.

« Les aires de services proposent un panel de services variés : station-essence avec pompes et bornes de recharge électrique, station de gonflage, boutiques avec produits régionaux ou supérette, restauration à table ou à emporter, hôtels, parcours détente, tables de pique-nique, jeux pour enfants et agrès, espaces canins, distributeur automatique de billet, vidange camping-cars, parking sécurisé et de covoiturage, espace presse et tabac, wifi gratuit, aménagements PMR, douche, centre d'affaires, toilettes, vente de pain...etc »

II. Réserves

Le Commissaire Enquêteur n'émettra pas de RESERVE.

III. Synthèse

- ✓ Nous pouvons constater que les délais entre le 1er arrêté prescrivant l'établissement du PPRM le 7 octobre 2019 et l'arrêté prescrivant l'ouverture de l'enquête publique le 26 octobre 2021 ont été très courts.
- ✓ Le dossier d'enquête publique présenté est très complet et facilement compréhensible. En effet le rapport de présentation expose clairement la démarche tout en expliquant les risques encourus.
- ✓ Le PPRM ne prévoit ni de démolition de construction ni d'obligation de réparation.
- ✓ Les observations des POA et du public ne remettent pas en cause les principes généraux du PPRM
- ✓ L'enquête publique s'est déroulée dans de très bonnes conditions tant avec la mairie de Peypin que l'équipe en charge du projet à la DDTM13 et les services de la Préfecture.

L - Avis du Commissaire Enquêteur

Le Commissaire Enquêteur émet un

AVIS FAVORABLE

concernant le Plan de Prévention des Risques Miniers
et Révision du PPR Carrière souterraine de pierre à ciment
sur la commune de PEYPIN

Fin des conclusions



DUMARTIN Bernard
Commissaire Enquêteur
Tribunal Administratif Marseille